

## OCHA alerte sur les risques d'inondations catastrophiques au Burundi

PANA, 23 novembre 2020 Bujumbura, Burundi - La petite saison pluvieuse a débuté en trombe au mois d'octobre dernier, non sans risque d'exacerber les besoins des populations vulnérables du Burundi, a-t-on appris, dimanche, auprès du bureau local de l'office des Nations unies pour les besoins humanitaires (OCHA).

En temps normal, le Burundi se distingue par quatre saisons tranquilles dans l'année ; la petite saison des pluies s'étendant de mi-septembre à mi-décembre, la petite saison sèche de mi-décembre à mi-février, la grande saison des pluies de mi-février à mai, et la grande saison sèche de juin à mi-septembre. Le changement climatique a bouleversé le cours normal des saisons et cette année encore, de fortes précipitations sont attendues entre les mois d'octobre et décembre prochain, avec le risque d'exacerber les besoins des populations vulnérables du pays, apprend l'agence humanitaire des Nations unies. La petite saison pluvieuse ne fait que commencer et l'on parle déjà d'impacts importants matériels sur des infrastructures routières, des ponts, des maisons d'habitation et des champs de cultures vivrières dans divers endroits du pays. Autour de 4.500 ménages d'environ 24.000 personnes sont encore dans des sites de déplacés suite aux inondations catastrophiques d'avril à mai dernier, dans les environs de Bujumbura, la capitale économique du Burundi. Le rapport de OCHA se préoccupe du sort des familles déplacées, vivant sous des tentes improvisées, à la merci des intempéries, sans assistance alimentaire suffisante. Des articles non alimentaires manquent également aux déplacés, notamment les nattes, les couvertures, les biens ménagers, les moustiquaires et les kits de dignité pour les femmes et les filles à l'âge de procréer. Dans ces conditions, la prolifération de certaines pathologies, comme les infections respiratoires aiguës, la COVID-19 incluse, les maladies hydriques, les allergies, le paludisme et les dermatoses sont à craindre. À cela s'ajoute un risque important de transmission des infections ou maladies sexuellement transmissibles causées, en partie, par la promiscuité et par la violence basée sur le genre. En plus des effets négatifs du changement climatique, OCHA note que le Burundi fait encore face à bien d'autres urgences, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Le plaidoyer de OCHA a permis de mobiliser 38% du budget requis par son « Plan de réponse humanitaire » (PRH) pour 2020, soit 74,6 millions des 197,9 millions de dollars attendus. Jusqu'à fin juin dernier, les acteurs humanitaires avaient pu fournir une réponse multisectorielle à 42% des 887.000 personnes ciblées dans le PRH visé de cette année. Concernant les défis, la situation humanitaire a été particulièrement impactée par le contexte lié à la pandémie de COVID-19, le sous-financement du plan et les aléas climatiques, selon la même source. Le rapport de OCHA indique que, malgré les défis rencontrés, le secteur de la sécurité alimentaire a pu assister 547.924 personnes, avec des rations alimentaires et une assistance en espèces. Dans le secteur de l'éducation, 19.637 élèves ont été assistés avec matériel pédagogique et didactique ; les écoles du Burundi n'ayant pas été fermées pendant la crise de la COVID-19. Au niveau du secteur de l'eau, l'hygiène et assainissement, 149.056 personnes ont été assistées en kit standard et à travers les messages de sensibilisation, surtout dans les zones de l'Ouest du pays, affectées par les catastrophes naturelles et ayant enregistré des cas de choléra.